

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 1349

[C — 29234]

4 MEI 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot oprichting en samenstelling van basisoverlegcomités in de PMS-centra, de PMS-centra voor het buitengewoon onderwijs en het opleidingscentrum, georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van personeelsleden die onder haar gezag ressorteren, inz. de artikel 10 en 11, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van voormelde wet van 19 december 1974, inz. de artikelen 34, 37 en 41 tot 44;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 januari 1987 tot oprichting en samenstelling van basisoverlegcomités in de PMS-centra, de PMS-centra voor het buitengewoon onderwijs en het opleidingscentrum, georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het hoog overlegcomité van sector X d.d. 18 en 25 november 1986;

Overwegende dat voormeld ministerieel besluit van 26 januari 1987 formeel aangepast moet worden aan de nieuwe structuren die voortvloeien uit de communautarisering van het departement,

Besluit :

Artikel 1. In elke provincie wordt een basisoverlegcomité opgericht voor de PMS-centra, de PMS-centra voor het buitengewoon onderwijs en het opleidingscentrum, georganiseerd door de Franse Gemeenschap en gevestigd in de provincie.

Art. 2. De bevoegde Minister wijst de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter aan, alsook de leden van de vertegenwoordiging van de overheid in elk basisoverlegcomité en hun plaatsvervangers.

Art. 3. De voorzitter van het comité wijst het personeelslid aan dat het secretariaat van het comité moet waarnemen.

Art. 4. Het ministerieel besluit van 26 januari 1987 wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Brussel, 4 mei 1992.

Vanwegē de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

F. 93 — 1350

[S — 29257]

22 MARS 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le cahier spécial des charges en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française dans la Région bruxelloise

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 26 avril 1962 relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement;

Vu la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 15 juillet 1983 créant le Service national des Transports scolaires;

Vu l'arrêté royal du 28 juin 1962 relatif au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 7 février 1974 déterminant les modalités de prise en charge par l'Etat des frais de déplacement des élèves de l'enseignement spécial;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 28 juin 1978 portant définition des types et organisation de l'enseignement spécial et déterminant les conditions d'admission et de maintien dans les divers niveaux d'enseignement spécial;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 31 juillet 1992;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé du budget, donné le 5 mars 1993;

Vu l'urgence;

Considérant la situation spécifique en matière de transports scolaires telle qu'elle se présente dans la Région bruxelloise et la nécessité d'adapter, dès la rentrée scolaire 1992-1993, la procédure d'appel d'offres et d'adjudications des circuits suivant des modalités adaptées à cette situation;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales

Arrête

Généralités

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° donneur d'ordre : la Communauté française représentée par le Ministre ayant les Transports scolaires dans ses attributions ou son délégué.

2° transporteur : la personne physique ou morale assurant le transport rémunéré de voyageurs par véhicules automobiles.

3° kilométrage de transport : le nombre de kilomètres du circuit théorique qui a l'établissement ou le dernier établissement desservi comme point de départ et point d'arrivée, et qui permet d'assurer le ramassage scolaire par la voie carrossable la plus courte. La prise en charge du personnel de convoiement ne donne pas lieu à l'exécution de kilomètres supplémentaires et ne donne par conséquent pas lieu à rémunération.

4° catégorie : l'ensemble des différentes capacités de véhicules pour lesquelles un même prix est applicable au kilomètre. Il est tenu compte du personnel de convoiement pour déterminer la capacité requise.

Objet

Art. 2. Le transporteur s'engage envers le donneur d'ordre à effectuer le transport des élèves dans le cadre d'un service régulier spécialisé d'autobus.

Pour l'organisation de ce service, le donneur d'ordre fixe l'itinéraire, le kilométrage, la capacité du véhicule et les points d'arrêts nécessaires (embarquement et débarquement). Ceux-ci doivent être séparés par une distance d'au moins 500 mètres, sauf cas exceptionnel dûment motivé.

Procédure contrat-avenant

Art. 3. 1. Le marché est passé suivant la procédure d'appel d'offres restreint :

A. De la validité des offres :

— la capacité utile des véhicules devra correspondre au moins à la capacité requise déterminée par la liste d'élèves;

— les prix seront ceux du barème repris en annexe;

— les véhicules seront admis jusqu'au 31 décembre de leur douzième année; toutefois, le transporteur qui effectuait antérieurement le circuit remis en adjudication peut participer à l'appel d'offres avec le véhicule utilisé pour ce circuit, pour autant que ledit véhicule n'ait pas atteint l'âge de 16 ans.

B. Critères d'attribution du marché

Le choix de l'adjudicataire se fera sur les bases suivantes :

— la qualité du service offert; il sera tenu compte de tout élément ou état de service permettant de garantir une meilleure exécution du contrat;

— l'expérience satisfaisante en matière de transports scolaires; (1)

— le caractère récent du matériel;

— la proximité du siège d'exploitation par rapport à la zone à desservir.

C. Dispositions générales

1. Le soumissionnaire doit certifier qu'il dispose du nombre de véhicules correspondant au nombre de circuits qui pourraient lui être attribués. Une copie du bon de commande d'un véhicule de capacité requise suffisante jointe à l'offre et certifiant qu'il sera livré avant la date de prise en cours du contrat est acceptée.

2. Lors de l'appel d'offres, le soumissionnaire fournit les dernières attestations trimestrielles de T.V.A. et d'O.N.S.S. ainsi que copie du certificat de contrôle technique et de l'assurance en cours de validité. Une copie de son certificat de compétence professionnelle sera également jointe.

(1) Il importe toutefois de noter que le fait d'être adjudicataire du précédent marché ne peut constituer en soi un avantage.

3. En ce qui concerne le "bon de commande", les exigences en matière de contrôle technique et d'assurance doivent être remplies au plus tard une semaine avant la date de prise en cours du contrat.

4. Si l'adjudicataire se désiste après le début de l'ouverture des offres, le marché est remis au deuxième adjudicataire.

D. Du procès-verbal d'ouverture

1. Le procès-verbal d'ouverture des soumissions fait l'objet d'une proposition de désignation de l'adjudicataire au Ministre de la Communauté française ayant les Transports scolaires dans ses attributions, établie par trois responsables de Bureaux Régionaux. Le Ministre communique sa décision à l'adjudicataire et informe les soumissionnaires non retenus.

2. a) Un contrat dont le modèle est annexé au présent arrêté est conclu entre le donneur d'ordre et le transporteur, adjudicataire du marché.

b) Toute modification au contrat fait l'objet d'un avenant numéroté, signé par les deux parties. Un modèle d'avenant est annexé au présent cahier spécial des charges.

Sur proposition du service déconcentré des Transports scolaires, les dispositions du contrat et des avenants sont d'application, à titre conservatoire, et honorées jusqu'à avis contraire du donneur d'ordre et ce, sans préavis.

c) Le transporteur ne peut céder son contrat ni le faire exécuter par un tiers en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du donneur d'ordre en dehors des cas prévus à l'article 11, § 4 et § 5.

La sous-traitance est rigoureusement exclue de toute exécution du contrat.

Modifications des données de base

Art. 4. Les modifications suivantes peuvent être apportées par le donneur d'ordre selon les besoins, aux conditions ci-après :

a) modification de tranche kilométrique en cas de modification de circuit, dès la notification au transporteur. Un remesurage du circuit peut faire constater une modification de tranche kilométrique. Dans ce cas, la modification prend cours à la date d'application du dernier avenant de modification kilométrique et au plus tôt au début de l'année scolaire en cours s'il n'y a pas eu d'avenant de modification de tranche kilométrique entre cette date et la date de remesurage.

b) modification de catégorie de capacité :

— augmentation de catégorie de capacité : chaque fois que la nécessité d'augmenter la capacité est justifiée.

— diminution de catégorie de capacité : possibilité de diminution d'une catégorie de capacité une fois par année scolaire et pas avant le 1er novembre.

Véhicules

Art. 5. 1. Le service régulier spécialisé doit être assuré de façon permanente au moyen de véhicules dont le bon état est attesté par les services compétents du contrôle technique et de la Communauté française conformément aux dispositions légales et réglementaires.

A l'adjudication, les véhicules sont admis jusqu'au 31 décembre de leur douzième année, sauf les cas prévus à l'article 3.1.1 3e alinéa.

En cours de contrat, le véhicule ne peut être remplacé par un véhicule plus âgé, sauf cas de force majeure ou exception dûment reconnue par le donneur d'ordre ou modification de catégorie de capacité imposée par les nécessités du service sur les circuits de ramassage scolaire effectués par le transporteur.

L'âge du véhicule se calcule à partir du 1er janvier qui suit la date de sa première mise en circulation.

En tout état de cause, un véhicule de plus de 16 ans doit être retiré du service au plus tard au 31 décembre de sa seizième année.

2. Les véhicules sont obligatoirement équipés d'une installation de chauffage efficace en rapport avec la capacité du véhicule.

3. La définition de la capacité des véhicules est basée sur les éléments suivants :

1. Enfants âgés de moins de 13 ans fréquentant l'enseignement ordinaire et de l'enseignement spécial, types 1, 3, 5, 8 (article 20 du Règlement des Conditions techniques - arrêté royal du 15 mars 1968).

Chaque enfant compte pour 2/3 place.

Les sièges simples ne font pas l'objet de cette réduction.

Un siège double = $3/2 \times 2 = 3$ enfants

Un siège triple = $3/2 \times 3 = 4,5$ arrondis à 5 enfants

Un siège quadruple = 6 enfants.

Un siège quintuple = $3/2 \times 5 = 7,5$ arrondis à 8 enfants.

2. Enfants handicapés non voiturés

Quelque soit leur âge, les enfants handicapés type 2, 4, 6, 7 occupent une place d'adulte.

3. Enfants handicapés voiturés

En l'absence de plate-forme permettant le stationnement d'une ou de plusieurs voiturettes, il y a lieu de compter qu'une voiturette occupe l'espace de plusieurs sièges.

Il sera tenu compte de la règle suivante :

1e voiturette = 4 places — 2e voiturette = 3 places

3e voiturette = 4 places — 4e voiturette = 3 places

et ainsi de suite

Pour les véhicules équipés d'un élévateur électrique ou manuel, à l'exclusion de simples rampes — et pour autant que des enfants voiturés soient transportés — l'élévateur sera assimilé à la première voiturette en ce qui concerne le calcul de capacité.

Ainsi, pour un véhicule équipé transportant trois enfants voiturés, il y a lieu de compter :

4 (= l'élévateur) + 3 + 4 + 3 (= les 3 élèves) = 14 places.

S'il n'y a pas d'élève voituré dans le véhicule au moment où s'effectue le calcul, l'élévateur ne pourra être pris en compte pour établir la capacité.

Une voiturette repliée compte pour une place assise.

4. En sus des dispositions légales relatives à l'équipement des véhicules, pour les enfants handicapés de type 2 et 4 au sens de l'article 5 de l'arrêté royal du 28.06.78, le transporteur équipe les places assises de ceintures de sécurité, à la demande écrite du donneur d'ordre. Ces ceintures répondent aux dispositions légales en vigueur.

Le placement de coquilles se fait à la demande écrite du donneur d'ordre. Cet équipement doit être fourni par le bénéficiaire.

Prix

Art. 6. 1. Le prix par tranche kilométrique de transport est établi en fonction de la capacité requise du véhicule et du kilométrage journalier prévu à l'appel d'offres ou tels qu'ils ont été modifiés par avenant au contrat initial. Ce prix englobe toutes les taxes et charges grevant le transport, à l'exclusion de la T.V.A.

2. Les catégories de capacité requises pour un même circuit et précisées dans l'appel d'offres peuvent varier selon les jours de la semaine.

Les capacités seront rémunérées au prorata des tranches kilométriques correspondantes, par journée complète.

Si le circuit fonctionne seulement le lundi matin et le vendredi soir, la rémunération hebdomadaire est celle qui correspond au tarif dans la tranche kilométrique égale à la somme des deux journées.

3. Le barème repris en annexe s'applique exclusivement aux services de ramassages scolaires effectués en Région bruxelloise pour le compte de la Communauté française et dont au moins 75 % des kilomètres en charge sont effectués sur le territoire de la Région bruxelloise.

4. Le prix maximum autorisé pour un service assuré par un véhicule appartenant à une ASBL, association de fait non professionnelle, commune ou province est repris en annexe.

Modifications des prix

Art. 7. Une adaptation du prix de base intervient le 1er septembre de chaque année pour autant qu'elle soit justifiée par une modification du barème des prix fixés par la Commission ad hoc de la Communauté française pour la Région bruxelloise par rapport au barème en vigueur à la date de l'établissement du contrat ou à celle de la dernière modification de prix.

2. Les prix modifiés résultant de l'application du point 1 du présent article et de l'article 4 sont calculés en appliquant le pourcentage d'augmentation sur les prix pratiqués dans le cadre du barème.

3. L'adaptation du prix est demandée par le transporteur sous forme d'avenant à annexer à la première facture relative à l'année scolaire en cours.

L'établissement de l'avenant en application du point 1 du présent article s'effectue ultérieurement avec effet rétroactif au 1er septembre de l'année scolaire, si le pourcentage d'adaptation n'est pas connu lors de l'établissement de la première facture relative à l'année scolaire.

Facturation

Art. 8. Les factures sont établies mensuellement en trois exemplaires au nom du donneur d'ordre et mentionnent le mois concerné, et le numéro du circuit. Le paiement intervient dans les 60 jours du dépôt de la facture approuvée. Un retard éventuel de paiement ne peut donner lieu à la déduction d'intérêts de retard.

Les factures reprennent par véhicule et par circuit (une facture par circuit) :

1. la tranche kilométrique journalière de transport pendant le mois auquel se rapporte la facture;
2. le prix par journée de transport;
3. le total du coût du transport;
4. le montant de la T.V.A.;

5. le montant total à payer, arrondi au franc (la décimale égale ou supérieure à 0,5 est arrondie à l'unité supérieure);

6. la mention "certifié sincère et véritable à la somme de f (en toutes lettres);

7. la signature du transporteur.

Durée

Art. 9. 1. Sans préjudice de l'application de l'article 10, la durée du contrat est de neuf ans.

Le contrat conclu pour neuf ans ne peut être reconduit sans procéder à un nouvel appel d'offres.

Les contrats visant les services repris à l'article 6, § 4, sont limités à un an maximum, avec possibilité de reconduction.

Toutefois, ils seront obligatoirement soumis à un appel d'offres restreint à l'échéance normale d'un contrat d'un transporteur professionnel.

Résiliation et suspension

Art. 10. 1. Le contrat prend fin sans préavis ni indemnité lorsque l'autorisation du service régulier spécialisé est retirée ou vient à expiration. Si le retrait de l'autorisation se fonde sur une faute imputable au transporteur et si le donneur d'ordre doit souscrire un nouveau contrat plus onéreux, la différence est mise à charge du transporteur jusqu'à l'expiration du contrat.

2. Par accord réciproque, les parties peuvent, à tout moment, mettre fin à leurs obligations respectives.

3. Le donneur d'ordre peut mettre fin au contrat sans indemnité ni préavis si le transporteur manque à ses obligations, fixées par le présent cahier des charges et aux instructions écrites lui signifiées par le donneur d'ordre.

4. Les contrats en cours peuvent être modifiés ou résiliés anticipativement suite à l'entrée en vigueur de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service National de Transport scolaire ou suite à une réorganisation fondamentale de la politique de transport en commun des élèves ou de transport public qui modifierait l'organisation des circuits de ramassage et ce dans le respect de la législation relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement.

Dans ce cas, un préavis d'un mois minimum est donné au transporteur.

La modification ou la résiliation du contrat ne peut en tout état de cause intervenir avant la fin du trimestre scolaire au cours duquel le préavis a été notifié. Toute autre indemnité est exclue.

5. Si le circuit est supprimé faute d'élèves, le contrat relatif à ce circuit est résilié de plein droit sans indemnité ni préavis.

Le transporteur a toutefois un droit de priorité lors de la création d'un nouveau circuit ou lors de la remise en vigueur du circuit s'il effectue celui-ci aux mêmes conditions que celles du contrat résilié.

6. Hormis les cas prévus au § 4, une société de transport public qui n'a pas fait valoir sa priorité lors de la consultation préalable à l'appel d'offres restreint ne peut revendiquer sa priorité durant la durée du contrat qui aura été conclu avec un transporteur.

Fautes et manquements

Art. 11. 1. Sauf les cas prévus au § 3 du présent article, le transporteur est tenu d'assurer ponctuellement le service sans qu'il puisse se prévaloir de pannes, mauvais état ou absence de matériel.

2. Les fautes, dont la responsabilité incombe au transporteur, lui sont signifiées par le donneur d'ordre, par pli recommandé.

3. Les défaillances ou retards dus à des cas de force majeure tels que grève, lock-out, accident routier ou arrêt de la circulation, déviation et intempéries graves n'entraînent aucune responsabilité dans le chef du transporteur ni aucun droit à une indemnité ou à la résiliation du contrat dans celui du donneur d'ordre.

4. Le transporteur peut se faire remplacer temporairement par un autre transporteur dans le cas où il lui est impossible d'assurer lui-même le service pour raison de force majeure. Il en informe par écrit le donneur d'ordre en précisant les motifs et la durée du remplacement. Le fait d'effectuer un service occasionnel avec le véhicule affecté au service de ramassage scolaire, n'est pas considéré comme un cas de force majeure. Dans ce cas, le transporteur partie au contrat reste seul responsable à l'égard du donneur d'ordre de l'exécution du contrat.

Toute forme de sous-traitance est formellement interdite.

5. En cas de cessation définitive ou partielle d'activités, suivie d'une reprise par un autre transporteur ou en cas de fusion entre entreprises de transport, un nouveau contrat est établi aux mêmes conditions que le contrat précédent.

Obligations administratives et réglementaires

Art. 12. Le transporteur et les membres du personnel sont tenus de respecter toutes les obligations relatives aux services réguliers spécialisés et plus particulièrement celles définies par l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocar.

Le transporteur doit assurer le transport en respectant les conditions légales et réglementaires relatives au transport en commun des élèves et s'engage à respecter la législation sociale.

En signant le contrat, le transporteur atteste qu'il est assuré valablement pour son véhicule en transport rémunéré de personnes et qu'il a satisfait aux dispositions légales.

Le chauffeur doit disposer de façon permanente d'un permis de conduire et d'un certificat de sélection médicale en cours de validité.

Obligations de l'usager

Art. 13. Les usagers, membres du personnel roulant, de convoiement et élèves, doivent se conformer aux dispositions de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, autobus et autocar.

Responsabilités

Art. 14. Le transporteur est responsable de la sécurité des élèves et du personnel de convoiement se trouvant dans son véhicule dans le cadre des dispositions de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 précité.

Si le donneur d'ordre le juge nécessaire, il peut organiser une surveillance supplémentaire et il en assume le paiement.

Barème

Art. 15. Le barème ci-annexé est celui applicable au 1er septembre 1992.

Entrée en vigueur

Art. 16. Le présent cahier des charges entre en vigueur le 1er septembre 1992 et s'applique aux contrats conclus après cette date.

Bruxelles, le 22 mars 1993.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Annexe 1

Tarif au 1er septembre 1992

Région bruxelloise — Transporteurs professionnels

Km/jour	Capacités			
	8 à 20 pl.	21 à 30 pl.	31 à 40 pl.	41 et plus
1- 60	4 000	5 000	6 000	7 000
61- 70	4 170	5 180	6 200	7 220
71- 80	4 340	5 360	6 400	7 440
81- 90	4 510	5 540	6 600	7 660
91-100	4 680	5 720	6 800	7 880
101-110	4 850	5 900	7 000	8 100
111-120	5 020	6 080	7 200	8 320
121-130	5 190	6 260	7 400	8 540
131-140	5 350	6 440	7 600	8 760
141-150	5 530	6 620	7 800	8 980
151-160	5 700	6 800	8 000	9 200
161-170	5 870	6 980	8 200	9 420
171 et plus	6 040	7 160	8 400	
	+170	+180	+200	+220

* suppl./tranche de 10 km (170).

Ce tarif pourra être revu annuellement au 01.09, sur base du calcul approuvé par la Communauté française et la Région bruxelloise.

Annexe 2

Tarif au 1er septembre 1992
Région bruxelloise — Transporteurs non professionnels

Km/pur	Capacités			
	8 à 20 pl.	21 à 30 pl.	31 à 40 pl.	41 et plus
1- 10	2 125	2 800	3 425	4 050
11- 20	2 240	2 920	3 560	4 200
21- 30	2 355	3 040	3 695	4 350
31- 40	2 470	3 160	3 830	4 500
41- 50	2 585	3 280	3 965	4 650
51- 60	2 700	3 400	4 100	4 800
61- 70	2 815	3 520	4 235	4 950
71- 80	2 930	3 640	4 370	5 100
81- 90	3 045	3 760	4 405	5 250
91-100	3 160	3 880	4 540	5 400
101-110	3 275	4 000	4 675	5 550
111-120	3 390	4 120	4 810	5 700
121-130	3 505	4 240	4 945	5 850
131-140	3 620	4 360	5 080	6 000
141-150	3 735	4 480	5 215	6 150
151-160	3 850	4 600	5 350	6 300
161-170	3 965	4 720	5 485	6 450
171 et plus	4 080	4 840	5 620	6 600
*suppl./tranches de 10 km	(115)	(120)	(135)	(150)

Annexe 3

Contrat de transport scolaire

Dans le cadre des dispositions de la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, de la loi du 17 juillet 1983 portant création du Service national de Transport scolaire et des dispositions réglementaires notamment les articles 4 et 6 de l'arrêté royal du 23 février 1960 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais de transport des élèves fréquentant ses établissements d'enseignement, ainsi que sur la base de l'arrêté royal du 7 février 1974 déterminant les modalités de prise en charge par l'Etat des frais de déplacement des élèves de l'enseignement spécial et conformément au cahier spécial des charges en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française dans la région bruxelloise, arrêté par le Ministre de la Communauté française ayant les transports scolaires dans ses attributions.

Entre les soussignés

Le Ministre de la Communauté française ayant les transports scolaires dans ses attributions ou son délégué,
et (1)

domicilié à rue n° bte

N° de certificat de compétence professionnelle :

Il est convenu que les élèves de (2)

seront transportés aux conditions suivantes :

CIRCUIT N°

1. Le transport sera assuré comme suit :

— Itinéraire (matin - soir - éventuellement le mercredi midi et soir)

.....
.....

— Nombre journalier moyen de kilomètres du circuit :

— Capacité requise du véhicule places assises pour adultes

- Marque, type et capacité du véhicule offert :
- Année de construction : N° de plaque :
- Date de la première mise en circulation :
- Prix journalier : (taxes et charges grevant le transport à l'exclusion de la T.V.A.)

2. Le service sera organisé les jours de scolarité comme prévu au point 1-itinéraire.

Pour l'itinéraire à suivre, l'horaire du service, la fixation des haltes, l'exploitant se conformera aux indications du Bureau régional des Transports scolaires.

3. Les factures (original et 2 copies) seront transmises mensuellement au Bureau régional lorsque toutes les prestations du mois auquel elles se rapportent auront été effectuées et au plus tard avant le 10 du mois suivant la période considérée.

4. Le présent contrat prendra cours le

Dans les limites des crédits budgétaires, la durée est déterminée par l'article 9 du cahier spécial des charges précité et en vertu de l'article 10 qui précise les modalités de résiliation et suspension.

5. Conformément à l'article 7 du cahier spécial des charges précité, le prix journalier de transport sera adapté le 1er septembre de chaque année scolaire sur base des prescriptions de cet article et fera l'objet d'un avenant.

6. Le présent contrat est conclu sur base des dispositions du cahier spécial des charges en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française dans la région bruxelloise.

7. Fait en autant d'exemplaires, plus un, qu'il y a de parties au contrat, chaque partie déclarant avoir reçu un exemplaire.

8. La mention manuscrite "VU ET APPROUVE" doit précéder chaque signature.

LE TRANSPORTEUR

LE MINISTRE ou SON DELEGUE

1) Nom, prénom, qualification et adresse du transporteur.

2) Dénomination et adresse de l' ou des établissement(s) d'enseignement concerné(s).

Case réservée à l'Administration.	Visa du dirigeant responsable
-----------------------------------	----------------------------------

Annexe 4

AVENANT N°

relatif au contrat de transport scolaire établi en vertu du cahier spécial des charges tel qu'il a été arrêté par le Ministre ayant les transports scolaires dans ses attributions.

Des modifications étant intervenues depuis la passation du contrat entré en vigueur le, il est convenu

Entre les soussignés

Le Ministre de la Communauté française ou son délégué,

et

.....
domicilié à rue n° bte
— que le kilométrage journalier du circuit n° en dernier lieu fixé à kms,
reste

(1) est ramené à kms par jour à partir du
est porté à

(2) MOTIF(S) :
.....
.....

— que la capacité requise du véhicule fixée en dernier lieu pour le circuit n° à places adultes.
reste

(1) est ramené à places adultes à partir du
est porté à
MOTIF(S) :

Caractéristiques du véhicule :

— Marque, type et capacité du véhicule offert :
— Année de construction : N° de plaque :
— Date de la première mise en circulation :
— que le prix journalier du transport fixé en dernier lieu pour le circuit n° à Frs
reste

(1) est ramené à Frs (3)
est porté
(taxe et charges comprises, T.V.A. non comprise)
MOTIF(S) :

Le présent avenant modifiant le contrat de transport scolaire susvisé prenant cours le, conclu sur base des dispositions du cahier spécial des charges en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française dans la Région bruxelloise, prend cours le pour la durée et aux conditions déterminées par le contrat de base précité sauf modifications ultérieures résultant de la conclusion d'un nouvel avenant.

Fait en autant d'exemplaires qu'il y a de parties; chaque partie déclarant avoir reçu un exemplaire.
La mention manuscrite "VU ET APPROUVE" doit précéder chaque signature.

LE TRANSPORTEUR.

LE MINISTRE ou SON DELEGUE.

- (1) Biffer la mention inutile.
(2) Préciser itinéraire et établissements desservis.
(3) En chiffres et en toutes lettres.

Case réservée à l'Administration.	Visa du dirigeant responsable
-----------------------------------	----------------------------------

VERTALING

N. 93 — 1350 -

[S — 29257]

22 MAART 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende het bijzonder bestek inzake vervoer van de leerlingen van de in het Brussels Gewest door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 26 april 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van leerlingen van onderwijsinrichtingen;

Gelet op de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet dd. 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 28 juni 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van leerlingen van onderwijsinrichtingen, inz. op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemene regeling van de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1974 betreffende de tenlasteneming door de Staat van de reiskosten van leerlingen uit het buitengewoon onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 juni 1978 houdende de omschrijving van de types en de organisatie van het buitengewoon onderwijs en vaststellende de toelatings- en behoudsvoorwaarden in de verschillende niveaus van het buitengewoon onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 juli 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap belast met de begroting, d.d. 5 maart 1993;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de specifieke toestand inzake leerlingenvervoer in het Brussels Gewest en de noodzaak om, vanaf het schooljaar 1992-1993, de procedure inzake offerteaanvraag en aanbesteding van de circuits aan deze toestand aan te passen;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Algemeen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Opdrachtgever : de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheid het leerlingenvervoer behoort, of zijn gemachtigde.

2° Vervoerder : de rechtspersoon of natuurlijk persoon die voor het bezoldigd reizigersvervoer per motorvoertuig instaat.

3° Aantal vervoerkilometers : het aantal kilometers van het theoretisch circuit dat de inrichting of de laatst bediende inrichting als vertrekpunt en als aankomstpunt heeft en dat het mogelijk maakt dat voor het ophalen van leerlingen wordt gezorgd langs de kortste weg. Het begeleidingspersoneel geeft geen aanleiding tot het afleggen van bijkomende kilometers en bijgevolg geen aanleiding tot bezoldiging.

4° Categorie : Het geheel van de verschillende voertuigcapaciteiten waarvoor een zelfde prijs per kilometer van toepassing is. Er wordt met het begeleidingspersoneel rekening gehouden om het vereiste vermogen te bepalen.

Doel

Art. 2. De vervoerder verbindt zich tegenover de opdrachtgever om het vervoer van de leerlingen in het raam van een gespecialiseerde geregelde autobusdienst uit te voeren.

Voor de inrichting van deze dienst stelt de opdrachtgever de reisweg, het aantal kilometers, de voertuigcapaciteit en de nodige stopplaatsen (in- en uitstappen) vast. Laatstgenoemde moeten door een afstand van minstens 500 meter gescheiden zijn, behalve behoorlijk verantwoorde uitzondering.

Procedure overeenkomst — bijvoegsel

Art. 3. 1. De opdracht wordt volgens de procedure van beperkte offerteaanvraag gegund :

A. Geldigheid van de offertes :

— de nuttige capaciteit van de voertuigen moet minstens met de door de leerlingenlijst bepaalde vereiste capaciteit overeenstemmen;

— de prijzen zijn in bijlage opgenomen;

— de voertuigen worden tot 31 december van hun twaalfde jaar toegelaten; de vervoerder die voordien het circuit uitvoerde dat weer aanbesteed wordt, kan aan de offerteaanvraag deelnemen met het voertuig dat voor dit circuit werd benut voor zover bedoeld voertuig de ouderdom van 16 jaar niet bereikt heeft.

B. Toewijzingscriteria van de opdracht

De keuze van degene aan wie de opdracht zal worden gegund gebeurt op volgende basis :

— de kwaliteit van de geboden dienst; er zal rekening gehouden worden met elke factor of dienststaat die het mogelijk maakt, een betere uitvoering van de overeenkomst te waarborgen;

— een bevredigende ervaring op het gebied van het leerlingenvervoer; (1)

— het recent karakter van het materieel;

— de nabijheid van de bedrijfszetel ten opzichte van de te bedienen zone.

—

C. Algemene bepalingen

1. De inschrijver moet voor waar verklaren dat hij over het aantal voertuigen beschikt dat overeenstemt met het aantal trajecten die hem kunnen worden toegewezen. Een afschrift van de bestelbon van een voertuig met de vereiste voldoende capaciteit, waarvan verzekerd wordt dat het zal worden geleverd vóór de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst, wordt aanvaard als het bij de offerte gevoegd wordt.

(1) Er valt echter op te merken dat het feit dat men de vorige opdracht toegewezen kreeg, op zichzelf geen voordeel mag vormen.

2. Bij de offerteaanvraag bezorgt de inschrijver de jongste driemaandelijke attesten van B.T.W. en R.S.Z. alsmede een afschrift van het getuigschrift van de technische controle en van de geldige verzekering. Een afschrift van zijn attest van vakbekwaamheid wordt eveneens bij de offerte gevoegd.

3. Wat de "bestelbon" betreft, moeten de eisen inzake technische controle en verzekering uiterlijk één week voor de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst vervuld worden.

4. Indien de aannemer zich na het begin van de opening van de offertes terugtrekt, gaat de opdracht naar de tweede aannemer.

D. Proces-verbaal van opening

1. Het proces-verbaal van de inschrijvingen is het voorwerp van een voorstel van aanwijzing van de aannemer, overgezonden aan de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het Leerlingenvervoer behoort, opgemaakt door drie verantwoordelijken van gewestelijke bureaus.

De Minister deelt zijn beslissing aan de aannemer mee en verwittigt de inschrijvers die niet in aanmerking kwamen.

2. a) Een overeenkomst waarvan het model bij dit besluit gevoegd is, wordt gesloten tussen de opdrachtgever en de vervoerder, aannemer van de opdracht.

b) elke wijziging aangebracht in de overeenkomst is het voorwerp van een genummerd bijvoegsel, door beide partijen ondertekend, waarvan een model bij dit bijzonder bestek gevoegd is.

Op de voordracht van de gedeconcentreerde dienst voor leerlingenvervoer zijn de bepalingen van de overeenkomst en van de bijvoegsels van toepassing, bij conservatoire maatregel, en moeten ze nageloeft worden tot tegenbericht van de opdrachtgever, zonder opzegging.

c) de vervoerder mag zijn overeenkomst niet afstaan of geheel of gedeeltelijk door een derde doen uitvoeren zonder de voorafgaande machtiging van de opdrachtgever, buiten de in artikel 11 § 4 en § 5 bepaalde gevallen.

De onderaanneming wordt bij de uitvoering van de overeenkomst streng geweerd.

Wijzigingen in de basisgegevens

Art. 4. Volgende wijzigingen kunnen door de opdrachtgever aangebracht worden naar gelang van de behoeften, op volgende voorwaarden.:

a) wijziging van kilometerschijf in geval van circuitwijziging, vanaf de kennisgeving aan de vervoerder. Een nieuwe meting van het circuit kan een wijziging van de kilometerschijf doen vaststellen. In dat geval gaat de wijziging in op de datum van toepassing van het jongste bijvoegsel inzake kilometerwijziging, ten vroegste in het begin van het lopende schooljaar indien er geen bijvoegsel inzake kilometerwijziging was geweest tussen die datum en de datum van de nieuwe meting.

b) wijziging van de capaciteit :

— verhoging van categorie : telkens wanneer de noodzaak om de capaciteit te vergroten verantwoord is.

— verlaging van categorie : mogelijkheid tot vermindering van de capaciteit één keer per schooljaar, en niet vóór 1 november.

Voertuigen

Art. 5. 1. De gespecialiseerde geregelde dienst moet op bestendige wijze worden verzekerd met voertuigen waarvan de goede staat door de bevoegde diensten van de technische controle en de Franse Gemeenschap wordt bevestigd overeenkomstig de wets- en reglementsbeoordelingen.

Bij de aanbesteding worden de voertuigen tot 31 december van hun twaalfde jaar toegelaten, behalve in de bij artikel 3.1.1.3e lid bepaalde gevallen.

Tijdens de duur van de overeenkomst mag het voertuig niet door een ander voertuig worden vervangen, behalve bij overmacht, bij een behoorlijk door de opdrachtgever erkende uitzondering of bij wijziging van de capaciteit opgelegd door de behoeften van de dienst op de circuits voor leerlingophaling door de vervoerder.

De ouderdom van het voertuig wordt vanaf 1 januari volgend op de datum van de eerste inverkeerinstelling berekend.

In elk geval moet een voertuig van meer dan 16 jaar uiterlijk op 31 december van het zestiende jaar uit de dienst worden genomen.

2. De voertuigen moeten van een doeltreffende verwarmingsinstallatie in verhouding tot de voertuigcapaciteit voorzien zijn.

3. De omschrijving van de capaciteit van de voertuigen steunt op volgende elementen :

1. Kinderen van minder dan 13 jaar die gewoon onderwijs en buitengewoon onderwijs, types 1, 3, 5, 8 (artikel 20 van het Reglement van de Technische Voorwaarden, koninklijk besluit d.d. 15 maart 1968) volgen

Elke kind felt voor 2/3 plaats.

Voor enkele zetels geldt die vermindering niet.

Een tweevoudige zetel : $3/2 \times 2 = 3$ kinderen

Een drievoudige zetel : $3/2 \times 3 = 4,5$ afgerond tot 5 kinderen

Een viervoudige zetel : 6 kinderen

Een vijfvoudige zetel : $3/2 \times 5 = 7,5$ afgerond tot 8 kinderen

2. Gehandicapte kinderen

Zonder wagentje, wat hun leeftijd ook zij, bezetten de gehandicapte kinderen type 2, 4, 6, 7 één plaats voor volwassenen.

3 Gehandicapte kinderen in wagentje

Bij gebrek aan platform waar een of meer wagentjes kunnen staan, neemt men aan dat een wagentje de ruimte van verschillende zetels bezet.

Er wordt rekening met volgende regel gehouden :

1e wagentje = 4 plaatsen - 2e wagentje = 3 plaatsen

3e wagentje = 4 plaatsen - 4e wagentje = 3 plaatsen

Voor de voertuigen uitgerust met een elektrische of met de hand bediende elevator, moet de elevator zelijkgesteld worden met het eerste wagentje wat de berekening van de capaciteit betreft en voor zover kinderen in wagentjes worden vervoerd.

Voor een uitgerust voertuig dat drie kinderen in wagentjes vervoert, dient berekend te worden :

4 (= de elevator) + 3 + 4 + 3 (= de leerlingen) = 14 plaatsen

Indien er geen leerlingen in wagentje in het voertuig zijn op het ogenblik dat de berekening wordt uitgevoerd, mag de elevator niet in aanmerking komen om de capaciteit te bepalen.

Een opgevouwen wagentje telt voor één zitplaats.

4. Afgezien van de wetsbepalingen betreffende de uitrusting van voertuigen, rust de vervoerder de zitplaatsen uit met veiligheidsgordels, op geschreven aanvraag van de opdrachtgever, voor de gehandicapte kinderen van type 2 of 4, zoals bepaald in artikel 5 van het koninklijk besluit d.d. 28.06.78. Deze gordels beantwoorden aan de vigerende wetsbepalingen.

Het plaatsen van beschermers gebeurt op schriftelijke aanvraag van de opdrachtgever. Deze uitrusting moet door de begunstigde worden bezorgd.

Prijzen

Art. 6. 1. De prijs per kilometerschijf vervoer wordt vastgesteld op grond van de vereiste capaciteit van het voertuig en van het aantal kilometers, in de offerteaanvraag bepaald, of door een bijvoegsel bij de oorspronkelijke overeenkomst gewijzigd. Deze prijs omvat alle belastingen en lasten die de vervoerprijs bezwaren, met uitsluiting van de B.T.W.

2. De capaciteitscategorieën vereist voor een zelfde circuit en bepaald in de offerteaanvraag, mogen verschillen naar gelang van de weekdagen.

De capaciteiten worden, naar rato van de overeenstemmende kilometerschijven, per volledige dag vergoed.

Indien het circuit slechts op maandagochtend en vrijdagavond werkt, is de wekelijkse vergoeding die, welke overeenstemt met het tarief in de kilometerschijf gelijk aan de som van beide dagen.

3. De in de bijlage opgenomen schaal wordt uitsluitend toegepast op de diensten voor leerlingen-opphaling in het Brussels Gewest, voor rekening van de Franse Gemeenschap, mits minstens 75% van de kilometers op het grondgebied van het Brussels Gewest worden afgelegd.

4. De maximumprijs voor een dienst verzekerd door een voertuig dat aan een VZW, een niet-professionele feitelijke vereniging, een gemeente of provincie toebehoort, wordt in bijlage vermeld.

Prijswijzigingen

Art. 7. 1. Een aanpassing van de basisprijs gebeurt op 1 september van elk jaar voor zover ze verantwoord is door een wijziging van de schaal van de door de commissie ad hoc van de Franse Gemeenschap voor het Brussels Gewest vastgestelde prijzen, t.o.v. de schaal die van toepassing was op de datum van het opmaken van de overeenkomst of op die van de laatste prijswijziging.

2. De gewijzigde prijzen voortvloeiend uit de toepassing van punt 1 van dit artikel en van artikel 4 worden berekend door het verhogingspercentage toe te passen op de prijzen die in het raam van die schaal worden toegepast.

3. De prijsaanpassing wordt door de vervoerder gevraagd in de vorm van een bijvoegsel dat bij de eerste rekening betreffende het lopende schooljaar moet worden gevoegd.

Het opmaken van een bijvoegsel ter uitvoering van punt 1 van dit besluit gebeurt later met terugwerkende kracht op 1 september van het schooljaar indien het aanpassingspercentage niet gekend is wanneer de eerste rekening met betrekking tot het schooljaar wordt opgemaakt.

De rekeningen

Art. 8. De rekeningen worden maandelijks in drie exemplaren opgemaakt op naam van de opdrachtgever en vermelden de betrokken maand en het nummer van het circuit.

De betaling gebeurt binnen de 60 dagen na het indienen van de goedgekeurde rekening.

Een eventuele achterstand van betaling kan geen aanleiding geven tot het uitbetalen van verwijlinterest.

De rekeningen vermelden per voertuig en per circuit (één rekening per circuit) :

1. de dagelijkse vervoerkilometerschijf tijdens de maand waarop de factuur betrekking heeft;
2. de prijs per vervoerdag;
3. de totale vervoerkosten;
4. het bedrag van de B.T.W.;
5. het totaal te betalen bedrag, afgerond tot de frank (de decimaal gelijk aan of hoger dan 0,5 wordt afgerond tot de hogere eenheid);
6. de vermelding "deugdelijk en onvergolden verklaard tot het bedrag van ..." (voluit geschreven);
7. de handtekening van de vervoerder.

Duur

Art. 9. 1. Onverminderd de toepassing van artikel 10 duurt de overeenkomst negen jaar. De voor negen jaren gesloten overeenkomst kan worden verlengd zonder nieuwe offerteaanvraag.

De overeenkomsten betreffende de in artikel 6, § 4 opgenomen diensten worden tot hoogstens een jaar beperkt, met mogelijkheid tot verlenging.

Ze moeten echter onderworpen worden aan een beperkte offerteaanvraag bij het normaal verstrijken van de overeenkomst van een beroepsvervoerder.

Verbreking en opschorting

Art. 10. 1. De overeenkomst neemt een einde zonder opzegging of vergoeding wanneer de machtiging voor een geregelde gespecialiseerde dienst ingetrokken wordt of verstrijkt.

Indien de intrekking van de machtiging steunt op een tekortkoming van de vervoerder en indien de opdrachtgever een nieuwe en duurdere overeenkomst moet onderschrijven, wordt het verschil ten laste van de vervoerder gelegd tot het verstrijken van de overeenkomst.

2. Door wederzijds akkoord kunnen de partijen op elk ogenblik aan hun respectieve verplichtingen een einde maken.

3. De opdrachtgever kan zonder opzegging of vergoeding een einde maken aan de overeenkomst indien de vervoerder zijn verplichtingen, die door dit bestek worden vastgesteld, en de geschreven onderrichtingen die hem door de opdrachtgever worden betekend, niet nakomt.

4. De lopende overeenkomsten kunnen voortijdig gewijzigd of opgezegd worden ingevolge de inwerking-treding van de wet dd. 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer of ingevolge een ingrijpende reorganisatie van het beleid inzake gemeenschappelijk vervoer van leerlingen of openbaar vervoer, die de organisatie van de ophaalcircuits zou wijzigen, met naleving van de wetgeving betreffende het gemeenschappelijk vervoer van leerlingen van onderwijsinrichtingen.

In dit geval wordt een opzegging van minstens een maand aan de vervoerder gegeven.

De wijziging of de verbreking van de overeenkomst mag in geen geval gebeuren vóór het einde van het schoolkwartaal tijdens welk de opzegging betekend werd.

Elke andere vergoeding is uitgesloten.

5. Indien het circuit wegens gebrek aan leerlingen wordt afgeschaft, vervalt de overeenkomst betreffende dit circuit van rechtswege, zonder opzegging of vergoeding.

De vervoerder heeft echter voorrang bij het instellen van een nieuw circuit of bij de wederinvoering van het circuit, indien hij dit aflegt tegen dezelfde voorwaarden als in de opgezegde overeenkomst.

6. Buiten de in § 4 bepaalde gevallen mag een maatschappij voor openbaar vervoer die haar voorrang niet liet gelden bij de raadpleging voor de beperkte offerteaanvraag, geen voorrang eisen tijdens de duur van de overeenkomst die met een vervoerder wordt gesloten.

Tekortkomingen

Art. 11. 1. Behalve de in § 3 van dit artikel bepaalde gevallen is de vervoerder verplicht, de dienst nauwgezet te verzekeren, zonder dat hij defecten, slechte staat of het gebrek aan materieel mag inroepen.

2. De tekortkomingen waarvoor de vervoerder aansprakelijk is, worden hem per aangetekende brief door de opdrachtgever betekend.

3. De tekortkomingen of vertragingen te wijten aan gevallen van overmacht, zoals staking of uitsluiting, verkeersongeval of verkeersopstopping, omleiding en zeer slecht weer, brengen de aansprakelijkheid van de vervoerder niet in het gedrang en geven de opdrachtgever geen recht op een vergoeding of op de opzegging van de overeenkomst.

4. De vervoerder kan zich tijdelijk door een andere vervoerder laten vervangen ingeval hij wegens overmacht in de onmogelijkheid verkeert om zelf in te staan voor de dienst.

Hij deelt zulks schriftelijk mee aan de opdrachtgever, met de reden en de duur van de vervanging. Dat een occasionele dienst verzekerd wordt met het ophaalvoertuig geldt niet als overmacht.

De vervoerder die de overeenkomst onderschreven heeft, blijft voor de uitvoering ervan alleen verantwoordelijk tegenover de opdrachtgever.

Elke toelevering is uitdrukkelijk verboden.

5. Bij definitieve of gedeeltelijke staking van bedrijvigheid, gevolgd door overneming door een andere vervoerder, of bij samenvoeging van vervoerbedrijven wordt een nieuwe overeenkomst opgemaakt met dezelfde voorwaarden als in de vorige.

Administratieve en reglementaire verplichtingen

Art. 12. De vervoerder en zijn personeelsleden moeten alle verplichtingen betreffende geregelde gespecialiseerde diensten nakomen o.m. die bepaald bij de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het betaald wegvervoer van reizigers d.m.v. autobussen en toerauto's.

De vervoerder moet het vervoer verzekeren met inachtneming van de wets- en reglementsbepalingen betreffende het gemeenschappelijk vervoer van leerlingen en verbindt zich ertoe, de sociale wetgeving na te leven.

Bij de ondertekening van de overeenkomst getuigt hij dat hij geldig verzekerd is voor zijn voertuig voor het betaald vervoer van personen, en dat hij aan de wettelijke bepalingen voldaan heeft.

De bestuurder moet steeds in het bezit zijn van een rijbewijs en van een geldig attest van medische selectie.

Verplichtingen van de gebruiker

Art. 13. De gebruikers, leden van het rijdend personeel, begeleiders en leerlingen moeten de bepalingen nakomen van het KB van 15.9.1976 tot regeling van het personenvervoer in trams, premetro, autobussen en toerauto's.

Verantwoordelijkheid

Art. 14. De vervoerder is verantwoordelijk voor de veiligheid van de leerlingen en begeleiders die zich in zijn voertuig bevinden, overeenkomstig het voormelde koninklijk besluit van 15 september 1976.

Als de opdrachtgever het nuttig acht, kan hij een bijkomend toezicht organiseren en het bekostigen.

Schaal

Art. 15. Bijgaande schaal is toepasselijk op 1 september 1992.

Inwerkingtreding

Art. 16. Dit bestek treedt in werking op 1.9.92 en geldt voor de na die datum gesloten overeenkomsten.

Brussel, 22 maart 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

Bijlage 1

Tarief op 1 september 1992
Brussels Gewest — Beroepsvervoerders

Km/dag	Capaciteit			
	8 tot 20 pl.	21 tot 30 pl.	31 tot 40 pl.	41 en meer
1- 60	4 000	5 000	6 000	7 000
61- 70	4 170	5 180	6 200	7 220
71- 80	4 340	5 360	6 400	7 440
81- 90	4 510	5 540	6 600	7 660
91-100	4 680	5 720	6 800	7 880
101-110	4 850	5 900	7 000	8 100
111-120	5 020	6 080	7 200	8 320
121-130	5 190	6 260	7 400	8 540
131-140	5 350	6 440	7 600	8 760
141-150	5 530	6 620	7 800	8 980
151-160	5 700	6 800	8 000	9 200
161-170	5 870	6 980	8 200	9 420
171 en meer	6 040	7 160	8 400	
	+170	+180	+200	+220

+ suppl. per 10 bijkomende km (170).

Dit tarief kan jaarlijks op 1 september herzien worden op grond van de door de Franse Gemeenschap en het Brussels Gewest goedgekeurde berekening.

Bijlage 2

Tarief op 1 september 1992
Brussels Gewest — Niet-beroepsvervoerders

Km/dag	Capaciteit			
	8 tot 20 pl.	21 tot 30 pl.	31 tot 40 pl.	41 en meer
1- 10	2 125	2 800	3 425	4 050
11- 20	2 240	2 920	3 560	4 200
21- 30	2 355	3 040	3 695	4 350
31- 40	2 470	3 160	3 830	4 500
41- 50	2 585	3 280	3 965	4 650
51- 60	2 700	3 400	4 100	4 800
61- 70	2 815	3 520	4 235	4 950
71- 80	2 930	3 640	4 370	5 100
81- 90	3 045	3 760	4 405	5 250
91-100	3 160	3 880	4 540	5 400
101-110	3 275	4 000	4 675	5 550
111-120	3 390	4 120	4 810	5 700
121-130	3 505	4 240	4 945	5 850
131-140	3 620	4 360	5 080	6 000
141-150	3 735	4 480	5 215	6 150
151-160	3 850	4 600	5 350	6 300
161-170	3 965	4 720	5 485	6 450
171 en meer	4 080	4 840	5 620	6 600
*suppl. per 10 bijkomende km	(115)	(120)	(135)	(150)

Bijlage 3

Overeenkomst voor leerlingenvervoer

Overeenkomstig de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het kleuteronderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs, de wet van 17 juli 1983 houdende oprichting van de nationale dienst voor leerlingenvervoer en de reglementsbepalingen, inz. de art. 4 en 6 van het koninklijk besluit van 23 februari 1960 betreffende de bijdrage van de Staat in de vervoerkosten voor de leerlingen van zijn onderwijsinrichtingen, ingevolge het koninklijk besluit van 7 februari 1974 betreffende de tenlasteneming door de Staat van de reiskosten voor leerlingen uit het buitengewoon onderwijs, en in overeenstemming met het bijzonder bestek inzake vervoer van de leerlingen van de in het Brussels Gewest door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, vastgelegd door de Minister van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor leerlingenvervoer.

De ondergetekenden : De Minister van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor leerlingenvervoer, of zijn gemachtigde, en (1)

wonende testraat nr. bus
Nr. van het attest van bekwaamheid :
Komen overeen dat de leerlingen van (2)

zullen vervoerd worden onder de volgende voorwaarden :

CIRCUIT nr.

- 1. Het vervoer zal als volgt verzekerd worden :
— Reisweg (ochtend - avond - eventueel woensdagnamiddag en -avond)

- Gemiddeld aantal km per dag :
- Vereiste capaciteit van het voertuig zitplaatsen voor volwassenen
- Merk, type, capaciteit van het voertuig :
- Bouwjaar : Nummerplaat :
- Datum van inverkeerstelling :
- Dagprijs : (belastingen en lasten op het vervoer, BTW uitgezonderd)

2. De dienst zal georganiseerd worden op de schooldagen, zoals bepaald in punt 1 - reisweg. Voor de reisweg, de dienstregeling, de stopplaatsen zal de exploitant zich schikken naar de aanwijzingen van het gewestelijk bureau voor leerlingenvervoer.

3. De rekeningen (origineel en 2 afschriften) worden maandelijks naar het gewestelijk bureau verzonden wanneer alle prestaties van de maand waarop ze betrekking hebben, uitgevoerd zijn en alleszins vóór de 10e van de maand na die periode.

4. Deze overeenkomst gaat in op Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt de duur bepaald bij artikel 9 van voormeld bijzonder bestek en krachtens artikel 10 (wijze van verbreking en opschorting).

5. Overeenkomstig artikel 7 van voormeld bijzonder bestek moet de dagvervoerprijs op 1 september van elk schooljaar overeenkomstig het bepaalde in dit artikel aangepast worden en het voorwerp zijn van een bijvoegsel.

6. Deze overeenkomst wordt gesloten op grond van het bijzonder bestek inzake vervoer van de leerlingen van de in het Brussels Gewest door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen.

7. Opge maakt in zoveel exemplaren, plus één, als er partijen zijn bij deze overeenkomst : elke partij verklaart er één ontvangen te hebben.

8. Vóór elke handtekening moet "Mij bekend en goedgekeurd" met de hand geschreven worden.

DE VERVOERDER DE MINISTER of zijn gemachtigde
1) Naam, voornaam, hoedanigheid, adres van de vervoerder
2) Benaming en adres van de betrokken onderwijsinrichting(en)

Vak voorbehouden voor het bestuur.	Visum van de verantwoordelijke leidende ambtenaar
------------------------------------	---

Bijlage 4

BIJVOEGSEL NR.

betreffende de overeenkomst voor leerlingenvervoer gesloten krachtens het bijzonder bestek vastgelegd door de Minister, bevoegd voor leerlingenvervoer

Ten gevolge van wijzigingen sedert het sluiten van de overeenkomst, in werking getreden op ..., wordt overeengekomen

Door de ondergetekenden

De Minister van de Franse Gemeenschap of zijn gemachtigde,
en

wonende testraat nr. bus

— dat het dagelijks aantal km van circuit nr., laatst vastgesteld op km, behouden blijft.

(1) verminderd wordt tot km per dag vanaf
verhoogd wordt tot

(2) REDENEN :
.....
.....

— dat de vereiste capaciteit van het voertuig, laatst vastgesteld, voor circuit nr., op
plaatsen voor volwassenen behouden blijft.

(1) verminderd wordt
verhoogd wordt tot plaatsen voor volwassenen vanaf

REDENEN :
.....

Kenmerk van het voertuig :

— Merk, type, capaciteit van het voertuig :

— Bouwjaar: Nummerplaat :

— Datum eerste inverkeerstelling:

— dat de dagprijs voor het vervoer, laatst vastgesteld op fr. voor circuit nr.
behouden blijft

(1) verminderd wordt tot
verhoogd wordt tot (3)

(met inbegrip van belasting en lasten, uitgezonderd de BTW)
REDENEN :
.....

Dit bijvoegsel tot wijziging van voormelde overeenkomst voor leerlingenvervoer ingaand op ... en gesloten op grond van het bijzonder bestek inzake vervoer van de leerlingen van de in het Brussels Gewest door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen gaat in op ..., voor de duur en onder de voorwaarden bepaald door voormelde basisovereenkomst, behoudens latere wijziging door een nieuw bijvoegsel.

Opgemaakt in zoveel exemplaren, als er partijen zijn bij deze overeenkomst : elke partij verklaart er één ontvangen te hebben. Voor elke handtekening moet "Mij bekend en goedgekeurd" met de hand geschreven worden.

DE VERVOERDER

DE MINISTER of zijn gemachtigde

- 1) Het overbodige schrappen
- 2) Reisweg en betrokken onderwijsinstelling(en)
- 3) In cijfers en voluit

Vak voorbehouden voor het bestuur.

Visum van de verantwoordelijke
leidende ambtenaar